



## Lettre ouverte à Monsieur le Recteur de l'académie de Poitiers

### Pour la défense de la démocratie et de la justice sociale

Monsieur le Recteur,

Les élections professionnelles auront lieu en décembre prochain. Le calendrier serré imposé par le ministère, l'impréparation des procédures électorales témoignent du mépris dans lequel sont tenus les personnels et leurs représentants.

La démocratie sociale n'est pas seulement mise à mal par ce gouvernement mais sacrifiée avec un grand cynisme. En effet, le 25 mai dernier, dans le cadre du chantier « dialogue social » de la concertation « Action Publique 2022 », le gouvernement a présenté aux organisations syndicales un projet de suppression du paritarisme afin, prétend-il, de faciliter une « déconcentration managériale » de la Fonction Publique. Après les ordonnances qui ont cassé le droit du travail, ce gouvernement attaque la Fonction Publique et, partant, les services publics.

Les Commissions Administratives Paritaires (CAP) ne seraient plus consultées pour les titularisations, les mutations, les promotions de grade ou d'échelon, ni sur une partie des sanctions disciplinaires. Les CHSCT, qui œuvrent actuellement en faveur de la sécurité et des conditions de travail de tous, comme de la qualité des services publics, sont aussi menacés par le même projet. **Au prétexte de rénover le dialogue social, le ministère entend se passer des élu-e-s du personnel.**

Pourtant le paritarisme né de la Résistance a fait ses preuves et tout le monde peut se féliciter de l'existence de ces commissions qui permettent que les personnels soient traités avec équité. Dans une démocratie, chacun doit avoir le droit d'être représenté et défendu par les représentants syndicaux, en conformité avec des règles collectives.

Cette provocation du gouvernement s'ajoute à l'annonce de la fusion des académies d'ici 2021. L'éloignement du rectorat implanté à Bordeaux aurait évidemment des conséquences négatives sur les conditions de travail des personnels, sur le suivi des carrières... quant au dialogue social, ce serait un bon moyen d'y mettre un coup d'arrêt.

**FSU et CGT sont engagées pour la défense des personnels, de l'Education nationale, des services publics.**

**Nous ne pouvons accepter ces projets qui vont à l'encontre de nos valeurs, de la qualité du service rendu et des intérêts des personnels, comme des usagers. Nous appelons d'ores et déjà l'ensemble des personnels à se mobiliser pour la garantie de leurs droits.**